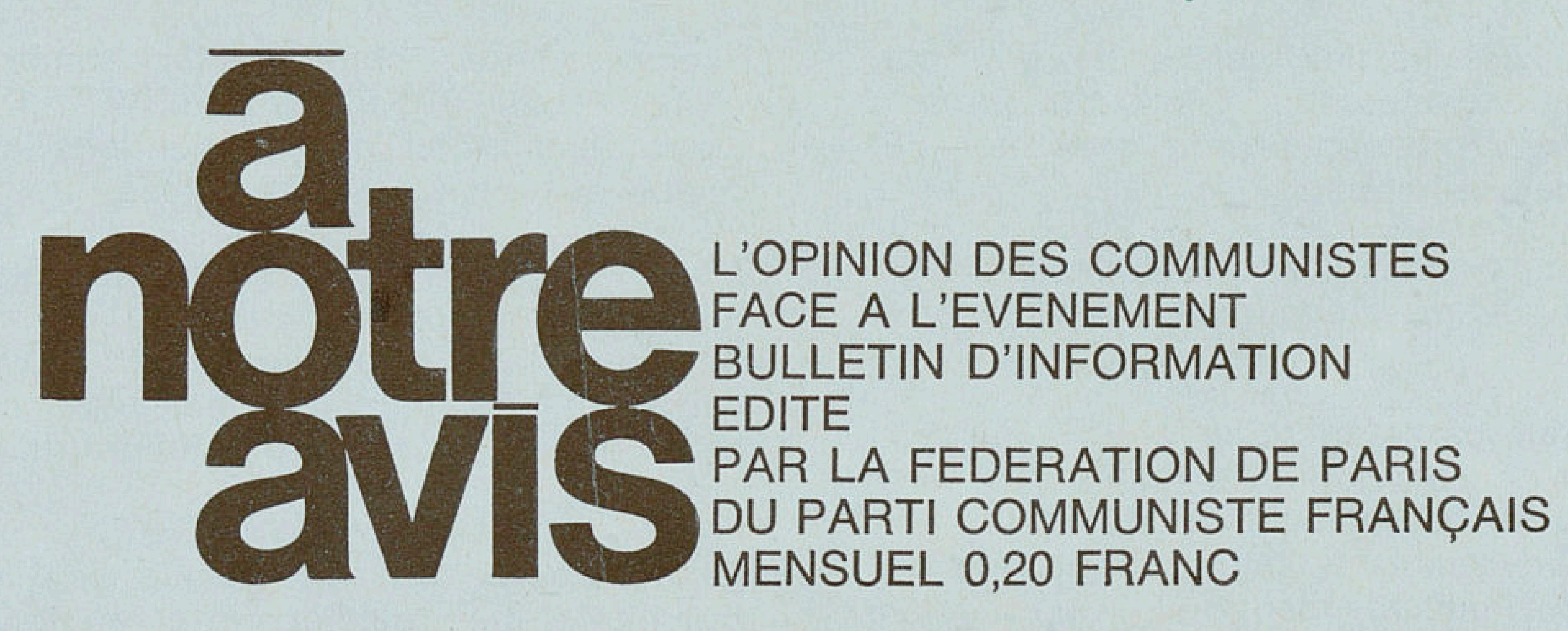
Distribué le vendredi 25 avril au carrefour rue d'Alésia – Avenue du Général Leclerc. [1974]



VOCATION TARDIVE

Bizarre, bizarre, comme dirait M. Messmer, M. Giscard d'Estaing se découvre soudain, à quelques jours de l'élection présidentielle, une vocation « sociale » à laquelle ne semblaient pas le prédisposer les douze ans qu'il a passé au ministère des Finances.

En tout cas, le voici qui vient de publier un programme demandant notamment que les Français soient « associés de manière plus active à l'organisation de leur travail » et que « la concertation soit améliorée dans l'entreprise ».

Comment il concevait cette concertation, M. Giscard d'Estaing en a d'ailleurs administré la preuve, et non sans éclat, en refusant systématiquement de recevoir les organisations syndicales de son ministère.

Cette conversion sociale, le temps d'une campagne électorale, n'a pas le mérite de l'originalité et on lui trouverait aisément des précédents. Ce qui est nouveau — et réjouissant — c'est que même les alliés U.D.R. de Giscard en dénoncent, avec beaucoup de vigueur, le caractère démagogique.

Ainsi M. Chaban-Delmas répète à qui veut l'entendre que l'ambition du ministre des Finances de trouver une « nouvelle majorité présidentielle » ne résoudra pas « la hausse des prix, la baisse du pouvoir d'achat et toutes nos difficultés » et il ajoute perfidement que « le pilotage à vue de l'économie, même saupoudré de promesses sociales ne constitue pas un projet de société ».

Examinons de plus près le projet Giscard. Il comprend d'abord, à l'état de promesses, un certain nombre de mesures — par exemple l'augmentation des retraites vieillesse — qu'il a combattues au cours de la législature quand elles étaient proposées par la gauche.

Il est en contradiction totale avec les propos tenus antérieurement par l'intéressé. C'est ainsi que les ressources nécessaires aux mesures envisagées, déclare-t-on dans l'entourage du candidat, seront dégagées par l'accroissement constant de la production de 5 %. Or le 14 mars, à la télévision, le ministre, qui se sentait tenu à moins de précautions qu'aujourd'hui, avait déclaré brutalement : « Il faut bien comprendre qu'à un moment où le pouvoir d'achat de la France diminue ou a diminué, il est difficile de réussir à garantir le pouvoir d'achat des Français. »

Notons aussi qu'il faut une certaine désinvolture au ministre des Finances pour se poser en défenseur de la Sécurité sociale — alors qu'il a approuvé, en 1967, les ordonnances pénalisant les assurés — ou lorsqu'il affiche sa sollicitude pour l'épargne alors que celle-ci est littéralement laminée par la politique inflationniste du gouvernement : en 1972, d'après une statistique établie par le grand patronat, la hausse des prix a volé 16 milliards de francs aux petits épargnants. Et depuis lors le mouvement s'est accéléré.

Mais la caractéristique essentielle du « saupoudrage » de M. Giscard d'Estaing, c'est qu'il ne touche en rien aux problèmes essentiels, c'est-à-dire aux prix, aux salaires et à la fiscalité.

A l'en croire, ce n'est pas le problème des prix qui est important, mais seulement celui de l'emploi. C'est dire qu'il se propose de poursuivre une politique qui utilise l'inflation comme un moyen d'opérer de nouvelles ponctions sur le pouvoir d'achat. Si l'augmentation des prix s'élève à 15 % cette année — ce qui est une prévision modérée —, la T.V.A. rapportera 25 milliards de francs de plus au ministre des Finances.
Ainsi sur le devant de la scène, M. Giscard

d'Estaing nous détaille les vertus de son plan social avec cet incontestable talent qui lui vaut d'être passé maître dans l'art de présenter des vessies pour des lanternes.

Pendant ce temps, dans les coulisses, les techniciens du pouvoir s'occupent des affaires sérieuses.

Il est tout à fait caractéristique que le ministre des Finances n'ait pas risqué la moindre allusion à l'existence et au contenu du rapport établi à la demande du gouvernement actuel par le commissaire général au Plan, M. Montjoie.

Ce rapport, rappelons-le, estime inévitable le ralentissement de la croissance économique et la hausse des prix. Il se prononce pour une réduction sensible de la consommation populaire, pour le blocage des salaires — qui devrait être mis en place au lendemain des élections — il prévoit l'accroissement sensible du nombre des chômeurs : 1 200 000 à la fin de 1975, l'augmentation de la fiscalité et des subventions diverses attribuées aux plus grandes firmes.

Voilà les perspectives réelles que nous préparent les candidats de la majorité, qu'il s'agisse de M. Giscard d'Estaing ou de M. Chaban-Delmas, car s'il est un point qui leur reste commun c'est bien leur volonté de poursuivre la politique du grand capital.

La démagogie de l'un comme de l'autre ne suffira pas à faire oublier cette réalité. Elle est une raison supplémentaire de stopper cette marche à la catastrophe en assurant, le 5 mai, le succès de François Mitterrand.

René ANDRIEU.

Article paru dans l'Humanité le 24 *avril* 1974.

BULLETIN D'ADHESION

NOM : .... Prénom : ....

Adresse : .... N° téléphone : ....

Age : .... Profession : ....

Lieu de travail (dénomination et adresse) : ....

....

....

Remettez ce bulletin d'adhésion à un militant communiste connu de vous, ou retournez-le à la Fédération de Paris du Parti Communiste Français : 120, rue La-Fayette — 75010 Paris.

PPI - BAGNOLET